

INDONÉSIE

**Les défenseurs des droits humains sont
« balayés » hors de l'Aceh**

Index AI : ASA 21/16/00

Tandis que les forces de sécurité indonésiennes mènent des opérations anti-insurrectionnelles dans le district spécial de l'Aceh, dans l'extrême nord de l'île de Sumatra, les défenseurs des droits humains sont contraints à la clandestinité et ne peuvent faire leur travail.

« Comme au Timor oriental l'année dernière, toute personne qui rend compte de la situation des droits humains en Aceh est éloignée, afin que nul ne puisse témoigner des excès des forces de sécurité », a déclaré Amnesty International.

Les attaques contre les défenseurs des droits humains en Aceh se sont multipliées au cours des dernières semaines. Nombre d'entre eux ont été victimes d'homicides illégaux, de « disparitions », de détentions arbitraires ou de manœuvres de harcèlement et d'intimidation. Beaucoup ont dû prendre la fuite par peur d'être capturés par les forces de sécurité.

« Il est devenu pratiquement impossible pour les défenseurs des droits humains de remplir leur mission en Aceh dans des conditions minimales de sécurité. Les agressions dont sont victimes ces militants ont fini par créer un environnement au sein duquel les forces de sécurité peuvent torturer et tuer sans être observées et, par conséquent, sans avoir à rendre de comptes », a déploré Amnesty International.

Toutes les tentatives faites par des défenseurs des droits humains pour enquêter sur les « disparitions » et les homicides qui ont lieu quotidiennement dans le district sont bloquées. Récemment, des bénévoles du *People's Crisis Centre* (PCC, Centre de crise pour le peuple) – organisation constituée essentiellement d'étudiants, qui veille au respect des droits humains – n'ont pas pu enquêter sur les coups de feu et la « disparition » dont deux agriculteurs ont été victimes en Aceh-Nord, parce que les forces de sécurité ont pratiquement bouclé la

région.

Selon les informations diffusées par les médias, les forces de sécurité étaient en train de mener une « opération de ratissage » pour capturer des sympathisants du *Gerakan Aceh Merdeka* (GAM, Mouvement pour l'Aceh libre), lorsqu'elles ont ouvert le feu sur Jamani A. Gani et Zulkifli Ahmad, dans le village de Blang Seupeng (sous-district de Matang Kuli). Les deux hommes, qui assistaient à une cérémonie pour célébrer la première grossesse de l'épouse de Jamani A. Gani, se sont cachés à l'arrivée des forces de sécurité. Mais ces dernières les ont découverts, ont tiré sur eux, puis les ont mis dans des sacs avant de les emmener. On ignore s'ils sont encore vivants ainsi que l'endroit où ils ont été conduits.

Une autre équipe du PCC avait été envoyée en Aceh-Est pour enquêter sur des informations selon lesquelles sept militants d'une organisation non gouvernementale locale, le *Komisi Masyarakat Untuk Reformasi* (KOMUR, Comité réformiste de la société) auraient été torturés en détention en février. Cette équipe n'a pas non plus été en mesure de remplir sa mission, en raison de la forte présence des forces de sécurité dans cette zone.

« Alors que le gouvernement indonésien a entamé des pourparlers et promis de déférer à la justice les personnes soupçonnées de violations, affirmant ainsi sa volonté d'améliorer la situation des droits humains en Aceh, il ne fait rien pour protéger les civils contre les excès de ses propres forces de sécurité », a déploré l'Organisation.

Il faut que le gouvernement indonésien prenne immédiatement des mesures pour protéger les droits humains des militants et qu'il fasse le nécessaire pour que ces personnes puissent se rendre partout en Aceh.

Complément d'information

Selon des informations non confirmées, près de 200 personnes auraient été tuées

Amnesty International
BULLETTIN D'INFORMATIONS 043/00
6 mars 2000

cette année dans le cadre des opérations anti-insurrectionnelles menées par les forces de sécurité contre le GAM.

Amnesty International a rassemblé des informations sur plusieurs cas de défenseurs des droits humains qui ont récemment été victimes d'homicide extrajudiciaire, de « disparition » ou d'arrestation arbitraire. Ces informations sont réunies dans un document intitulé *Indonesia: Acehese Human Rights Defenders under Attack* [Indonésie. Les défenseurs des droits humains victimes d'agressions en Aceh], index AI : ASA 21/06/00. n

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le service de presse d'Amnesty International à Londres, au 44 171 413 5566, ou consulter notre site web (<http://www.amnesty.org>).